

Quand Moderna place dans les paradis fiscaux...



Article rédigé par *France Soir*, le 20 juillet 2021

Source [France Soir] Selon un [rapport](#) Oxfam, au moins neuf personnes sont devenues milliardaires depuis le début de la pandémie COVID grâce aux profits des sociétés pharmaceutiques en charge de la production et de la distribution des vaccins contre le COVID partout dans le monde. À leur tête, le PDG de Moderna, le marseillais Stéphane Bancel, dont la fortune s'élève maintenant à 4,3 milliards de dollars. Ces bénéfices réalisés grâce aux vaccins sont progressivement placés dans certains des pires paradis fiscaux du monde, prévient un récent [rapport](#) du Centre de recherche sur les sociétés multinationales (SOMO).

La commande de l'Union européenne est payée au bureau de Moderna à Bâle, en Suisse

Mardi 13 juillet SOMO a divulgué [un contrat](#) entre Moderna et la Commission européenne qui montre que les bénéfices de l'entreprise provenant de la vente des centaines de millions de vaccins pour lutter contre l'épidémie du Covid-19 finissent dans plusieurs paradis fiscaux. D'un côté, l'Union Européenne a payé ses commandes à la filiale Moderna Switzerland GmbH, à Bâle en Suisse, ce qui permet à l'entreprise de biotech de profiter d'un taux d'imposition aussi bas que 13%. Selon le rapport, les bénéfices de Moderna devraient en réalité terminer là où se déroule sa véritable activité économique, ce qui devrait pousser Moderna à les transférer dans les multiples filiales, qui se trouvent dans de nombreux pays. Au lieu de cela, les bénéfices sont dirigés uniquement vers la filiale suisse. Moderna fabrique bien un composant de son vaccin en Suisse, mais cela ne "fournit pas de justification économique convaincante pour laquelle Moderna devrait gagner ses revenus de vaccins européens en Suisse", ont ajouté les responsables du rapport.

L'entreprise pharmaceutique pourrait échapper aux impôts avec une pratique "triple coup dur"

D'un autre côté, Moderna ne paie pas d'impôts sur les brevets déposés : jusqu'à 780 brevets ont été déposés dans le Delaware, où les revenus des brevets sont exonérés d'impôt, ce qui fait de cet État américain un paradis fiscal. Selon le rapport, cette démarche est connue comme un "triple coup dur". C'est-à-dire qu'en plus de payer peu d'impôts, la société bénéficie d'aides publiques pour développer son vaccin, qu'elle facture ensuite à des prix élevés.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)